

Aperçu sur les problèmes de l'information (4)

Author : Guy Durandin (†)

Categories : [Philo Contemporaine](#)

Date : 18 mars 2013

23 janvier 2015 : nous venons d'apprendre avec tristesse la mort du psychosociologue Guy Durandin, dans sa 99e année. De cette génération de psychologues d'abord formés à la philosophie, il avait enseigné la philosophie aux lycées de Tours et d'Orléans comme professeur agrégé, avant d'entrer au CNRS puis à la Sorbonne. Professeur honoraire de Psychologie sociale à l'Université Paris-Descartes, il avait consacré ses recherches aux mésusages de l'information et à la propagande. Il avait étudié tant les ravages de la propagande soviétique que les dérives de la publicité et la psychologie du terrorisme. Nous avons publié en 2013 un de ses articles, où il écrivait sur le terrorisme : "Le terrorisme est essentiellement un phénomène médiatique". Nous lui rendons un chaleureux hommage.

18 novembre 2013 : Cet article de Guy Durandin, psychologue social spécialiste de la question de l'information, a été écrit en 1994 et publié pour la première fois dans la revue "Neuro-Psy" en mars 1995. Nous avons choisi de le reproduire tel quel avec l'aimable autorisation de son auteur. C'est en cela un document historique et non un article d'actualité, puisqu'il date d'avant la révolution de l'internet et que l'on parlait encore peu d' « autoroutes » de l'information. Il est cependant intéressant de noter que les principales limites dans le traitement de l'information exposées ici par Guy Durandin n'ont guère changé, et, au-delà, qu'elles éclairent en creux l'information telle que traitée et diffusée aujourd'hui. Cet article sera reproduit en quatre parties, dont voici la dernière et quatrième. Les trois premières sont déjà en ligne ([partie 1](#) & [partie 2](#) & [partie 3](#)).

Les mésusages de l'information

Ce terme implique un jugement de valeur, et nous n'hésiterons pas, dans ces derniers paragraphes, à prendre parti : les quelques pratiques que nous allons évoquer relèvent en effet de la *désinformation*.

Mais parmi les nombreuses formes que celle-ci peut emprunter, nous limiterons l'examen à trois d'entre elles : l'abus des *images*, les *pseudo-événements*, et le détournement des médias par les *terroristes*.

L'abus des images

Contrairement au langage, qui implique un conditionnement au deuxième degré, l'image *ressemble* à la réalité, et ne nécessite généralement qu'un faible effort de décodage. Il en résulte que lorsqu'on voit une image, on tend immédiatement à postuler l'existence d'une réalité correspondante.

Or, depuis le développement de la photographie, du cinéma et de la télévision, il s'est constitué dans le monde un stock énorme d'images, dans lequel journalistes et scénaristes peuvent puiser pour illustrer soit l'actualité, soit des scènes historiques, soit des œuvres de fiction.

Malheureusement, certains font des mélanges. Cela relève tantôt d'un simple *laxisme* : manquant de photographie pour illustrer une scène, on en prend une autre représentant une scène analogue qui s'est passée dans un pays différent, - et tantôt d'une intention délibérée de *désinformation* : par exemple, un film soviétique, composé à la fois de séquences documentaires authentiques et de scènes de fiction, suggérerait que l'assassinat d'Olaf Palme, Premier Ministre de Suède (25 avril 1989) était le fait de la C.I.A., ou des généraux de l'Otan, ou bien d'émissaires du général chilien Pinochet (1). Ces mélanges de fictif et de réel sèment la confusion dans les esprits, et se prêtent à toutes les tromperies.

A cela s'ajoutent les photographies truquées, (2) ainsi que les *scènes montées de toutes pièces* à seule fin d'être photographiées ou filmées, tel le faux charnier de Timisoara, en décembre 1989 (3).

Les pseudo-événements

Un "pseudo-événement" est un événement qui n'a pas sa raison d'être en lui-même, et qui n'a pour rôle que d'obliger les médias à en parler. Cela sert à attirer l'attention sur autre chose : un personnage, une firme industrielle ou commerciale, une ville ou une région, ou encore une institution, dont il s'agit d'accroître la notoriété.

Les manuels de *relations publiques* proposent de nombreuses recettes à cet effet, par exemple : présenter un rapport, prendre part à une controverse, lancer un sondage, organiser une manifestation culturelle...

Cela constitue, en matière d'information, une *inversion de la fin et des moyens* : ce ne sont plus alors les journalistes qui *repèrent* des événements importants pour en informer leurs lecteurs, mais des "chargés de presse" ou de "relations publiques" qui *captent* les médias pour donner de l'importance à des faits préalablement choisis. Les journalistes se trouvent, dans ces conditions, pour ainsi dire dépossédés de leur rôle (4).

Le détournement des médias par les terroristes

L'utilisation des médias par les terroristes est une opération comparable à celle que nous venons de décrire sous le nom de pseudo-événement, bien que les effets en soient beaucoup plus graves.

Le terrorisme en effet est essentiellement un phénomène médiatique : les attentats terroristes sont le fait de groupes qui se trouvent dans une position relativement faible, mais se donnent pour tâche de provoquer une souffrance spectaculaire, pour obliger les médias à parler d'eux, et de la cause qu'ils se disent représenter. Les médias modernes, qui touchent un très grand nombre de gens, servent ainsi de caisse de résonance. Lors de l'attentat du groupe palestinien "Septembre noir" contre les athlètes israéliens aux Jeux Olympiques de Munich, en 1972, toutes les télévisions du monde étaient braquées sur les jeux.

Lors d'un colloque qui s'est tenu à Paris, au mois de juin 1988, à l'Institut de Criminologie, un journaliste américain, Edward Cody, correspondant du *Washington Post*, soutenait, au nom de l'objectivité, qu'il fallait publier les "communiqués" des terroristes, aussi bien que ceux des autorités. Cela relève, à notre sens, d'une conception simpliste de l'objectivité, car la situation des autorités et celle des auteurs d'un attentat sont tout-à-fait différentes. Les autorités, en effet, se trouvent *confrontées* à l'événement, et sont bien obligées d'en rendre compte à la population, qui attend éclaircissements et mesures de sécurité. Les terroristes, eux, ne sont pas confrontés à l'événement, ils l'ont *créé*. Leur donner la parole, c'est donc tomber dans le piège (5).

Remarque finale

Lorsqu'on parle de l'information en termes de médias, on envisage principalement l'information du public. Mais la plupart des membres du public, nous l'avons fait remarquer, n'ont guère la possibilité d'agir sur la quantité d'événements dont ils se trouvent informés. Les dirigeants, en revanche, *doivent* prendre des décisions. Il ne faudrait donc pas que les problèmes concernant les "mass-médias" fassent perdre de vue celui de *l'information des dirigeants*. Or, on est stupéfait, quand on lit l'histoire, de l'état d'ignorance dans lequel se trouvaient certains d'entre eux quand ils ont pris de graves décisions, dont dépendait la paix ou la guerre.

Le problème de la *formation des dirigeants en matière d'information* est donc capital. Mais nous n'en traiterons pas ici, nous ne faisons que le signaler.

1. *Les Echos*, 17-18 juin 1994.
2. Durandin G., *Op. cit.*, 1993, p. 52-54.
3. Jaubert A., *Le Commissariat aux archives. Les photos qui falsifient l'histoire*, Ed. Bernard Barrault, 1986.
4. Durandin G., *Op.cit.*,1993, p.208-211.
5. Durandin G., *Les mensonges en propagande et en publicité*, PUF, 1982.